

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne
43, rue Duroselle
16 000 Angoulême

Angoulême, le 18/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/12/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ENGIE GREEN FONTENILLE

Le Triadell-parc activité Millénaire II
215 rue Samuel Morse CS20756
34000 Montpellier

Références : 2026_88_UbD16-86_Env
Code AIOT : 0007209525

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/12/2025 dans l'établissement ENGIE GREEN FONTENILLE implanté Fontenille 16230 Fontenille. L'inspection a été annoncée le 18/11/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ENGIE GREEN FONTENILLE
- Fontenille 16230 Fontenille
- Code AIOT : 0007209525
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Il s'agit d'un parc éolien comprenant 5 éoliennes et un poste de livraison, pour une puissance maximale de 10 MW. L'établissement relève de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées et a fait l'objet d'une autorisation par arrêté préfectoral en date du 20 mars 2014.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Identification et affichage des aérogénérateurs	Arrêté Ministériel du 26/08/2011 ⁽²⁾ , article 14	Demande d'action corrective	2 mois
2	Risque foudre	Arrêté Ministériel du 26/08/2011 ⁽²⁾ , article 9	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
3	Équipements de sécurité	Arrêté Ministériel du 26/08/2011 ⁽²⁾ , article 18	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
7	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011 ⁽²⁾ , article 17	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
8	Propreté à l'intérieur des aérogénérateurs	Arrêté Ministériel du 26/08/2011 ⁽²⁾ , article 16	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois
10	Dispositions constructives	Arrêté Ministériel du 26/08/2011 ⁽²⁾ , article 7	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
11	Enjeux environnementaux	Arrêté Ministériel du 26/08/2011 ⁽²⁾ , article 12	Demande d'action corrective	15 jours et 4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

(2) Arrêté du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Sécurité des installations	Arrêté Ministériel du 26/08/2011 ⁽³⁾ , article 22	Sans objet
5	Glace en provenance des pales des aérogénérateurs	Arrêté Ministériel du 26/08/2011 ⁽³⁾ , article 25	Sans objet
6	Présence de glace et redémarrage des aérogénérateurs	Arrêté Ministériel du 26/08/2011 ⁽³⁾ , article 25	Sans objet
9	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 26/08/2011 ⁽³⁾ , article 24	Sans objet

(3) Arrêté du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Préalablement à l'inspection, l'exploitant a transmis la majeure partie des documents demandés afin de justifier de son respect des arrêtés préfectoraux du 20 mars 2014 et du 27 avril 2015, ainsi que de l'arrêté ministériel du 26 août 2011. Toutefois, des éléments restent à justifier et des documents complémentaires doivent encore être transmis, notamment sur la continuité électrique de l'éolienne E3 ou de l'affichage réglementaire des éoliennes.

Par ailleurs, des mesures correctives supplémentaires doivent être proposées et mises en œuvre dans les meilleurs délais, afin d'enrayer la mortalité significative des chiroptères et de l'avifaune mise en évidence lors des suivis environnementaux réalisés en 2018 et 2020. Ces actions doivent être définies, justifiées et assorties d'un calendrier de mise en œuvre.

Enfin, un signalement va être communiqué au procureur de la République suite au constat de la destruction d'animaux d'espèces protégés, qui constitue une infraction au titre de l'article L. 415-3 1° a) du code de l'environnement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Identification et affichage des aérogénérateurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2011, article 14
Thème(s) : Situation administrative, Identification des éoliennes et prescriptions aux tiers
Prescription contrôlée : Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2. Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment : <ul style="list-style-type: none">- les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale- l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur- la mise en garde face aux risques d'électrocution- la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.
Constats : Par sondage, il a été constaté que les prescriptions prévues à l'article 14 précité sont respectées. Toutefois, il a été relevé l'absence du panneau d'affichage des consignes de sécurité sur le chemin d'accès à l'éolienne E2. De plus, l'identifiant généré par la base Oreol, lors de la déclaration des machines, n'est pas affiché sur les éoliennes. (Pour rappel, cet identifiant est du type 0007209525_Ex, avec x = {1, 2, 3, 4, 5}, correspondant au numéro du mât.).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de procéder, sous deux mois, à l'installation d'un panneau d'affichage

des consignes de sécurité sur le chemin d'accès de l'éolienne E2, conformément aux prescriptions de l'arrêté ministériel, et de veiller à ce que l'ensemble des éoliennes du parc soient équipées de cette signalisation.
L'exploitant procède également à l'affichage des identifiants des machines, conformément à la réglementation.
L'exploitant transmet à l'inspection les justificatifs de la réalisation de l'action corrective.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Risque foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2011, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Mise à la terre
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est mise à la terre pour prévenir les conséquences du risque foudre. Le respect de la norme NF EN IEC 61 400-24, dans sa version en vigueur à la date de dépôt du dossier de demande d'autorisation environnementale prévu par l'<u>article L. 181-8 du code de l'environnement</u>, ou, pour un projet de renouvellement, dans sa version en vigueur à la date du dépôt d'un porter-à-connaissance auprès du préfet permet de répondre à cette exigence.</p> <p>Un rapport de contrôle d'un organisme compétent au sens de l'article 17 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation atteste de la mise à la terre de l'installation avant sa mise en service industrielle. Des contrôles périodiques sont effectués pour vérifier la pérennité de la mise à la terre, selon les périodicités suivantes : une fois par an pour le contrôle visuel et une fois tous les deux ans pour le contrôle avec mesure de la continuité électrique.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis les rapports du contrôle des mesures de continuité électrique des éoliennes réalisé le 30 mai 2025 par Héliopales Blade Service.</p> <p>L'un de ces rapports indique que le câble parafoudre de l'éolienne E3 est sectionné, ne garantissant plus la continuité électrique de l'installation. L'exploitant indique que VESTAS est intervenue entre le 10 et le 17 juin 2025 afin de procéder au remplacement du câble défectueux. Le rapport d'intervention, a été transmis à l'inspection. Il est toutefois nécessaire de préciser qu'aucune nouvelle mesure de continuité électrique n'a été réalisée à l'issue de cette intervention de maintenance, ne permettant pas, à ce stade, de confirmer formellement le rétablissement de la continuité électrique de l'éolienne E3.</p> <p>L'exploitant a également transmis les rapports de contrôle visuel du 28 mai 2025 réalisés par Héliopales Blade Service. Ces rapports, portant sur l'ensemble des éoliennes du parc, font état de plusieurs observations, principalement sur la rupture du câble parafoudre de l'éolienne E3, ayant</p>

<p>entraîné l'arrêt de la machine et sa mise en roue libre, ainsi que sur l'état structurel des pales de E1, E2, E3 et E5 (phénomènes d'érosion et/ou présence de fissures).</p> <p>L'exploitant précise qu'une nouvelle visite de contrôle a été réalisée en novembre 2025, afin de vérifier la bonne remise en état des équipements concernés et l'absence d'anomalies persistantes. Les rapports d'intervention correspondants n'étaient pas encore disponibles le jour de l'inspection.</p> <p>S'agissant du poste de livraison, le rapport de vérification électrique établi par SOCOTEC en date du 22 août 2025 conclut à la conformité de la continuité électrique de l'installation.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit, sous deux mois :</p> <ul style="list-style-type: none"> transmettre le rapport de contrôle visuel des éoliennes réalisé en novembre 2025 et les interventions effectuées justifier que la mise à la terre de l'éolienne E3 est conforme à la norme NF EN IEC 61 400-24 et transmettre à cet effet le rapport attestant de la mise à la terre fonctionnelle de l'éolienne. <p>L'absence d'action correctives et de justificatif expose l'exploitant à des sanctions administratives de type mise en demeure.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 3 : Équipements de sécurité

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Liste et contrôle des équipements de sécurité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] III. - L'installation est équipée de systèmes instrumentés de sécurité, de détecteurs et de systèmes de détection destinés à identifier tout fonctionnement anormal de l'installation, notamment en cas d'incendie, de perte d'intégrité d'un aérogénérateur ou d'entrée en survitesse.</p> <p>L'exploitant tient à jour la liste de ces équipements de sécurité, précisant leurs fonctionnalités, leurs fréquences de tests et les opérations de maintenance destinées à garantir leur efficacité dans le temps.</p> <p>Selon une fréquence qui ne peut excéder un an, l'exploitant procède au contrôle de ces équipements de sécurité afin de s'assurer de leur bon fonctionnement. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>La liste des équipements de sécurité précisant leurs fonctionnalités ainsi que leurs fréquences de</p>

tests et les opérations de maintenance destinées à garantir leur efficacité dans le temps, n'a pas été fournie par l'exploitant.
Seuls les comptes rendus de février 2025 de vérification des systèmes de sécurité des éoliennes réalisés par VESTAS ont été examinés. Ces rapports ne font apparaître aucune non-conformité.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection, sous deux mois, la liste des équipements de sécurité, précisant leurs fonctionnalités, leurs fréquences de tests et les opérations de maintenance destinées à garantir leur efficacité dans le temps.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Sécurité des installations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes de sécurité
Prescription contrôlée : Des consignes de sécurité sont établies et portées à la connaissance du personnel en charge de l'exploitation et de la maintenance. Ces consignes indiquent : <ul style="list-style-type: none"> - les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation - les limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt (notamment pour les défauts de structures des pales et du mât, pour les limites de fonctionnement des dispositifs de secours notamment les batteries, pour les défauts de serrages des brides) - les précautions à prendre avec l'emploi et le stockage de produits incompatibles - les procédures d'alertes avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours - le cas échéant, les informations à transmettre aux services de secours externes (procédures à suivre par les personnels afin d'assurer l'accès à l'installation aux services d'incendie et de secours et de faciliter leur intervention). Les consignes de sécurité indiquent également les mesures à mettre en œuvre afin de maintenir les installations en sécurité dans les situations suivantes : survitesse, conditions de gel, orages, tremblements de terre, haubans rompus ou relâchés, défaillance des freins, balourd du rotor, fixations détendues, défauts de lubrification, tempêtes de sables, incendie ou inondation.
Constats : L'exploitant a transmis les fiches réflexes établies le 01/01/2024 par ENGIE Green pour : <ul style="list-style-type: none"> • alerte et gestion de crise • arrêt d'urgence • balourd du rotor • défaillance du frein • défaut lubrification

<ul style="list-style-type: none"> • fixations • fuite d'huile • gel • incendie • inondation • orage • survitesse • tempête de sable • tremblement de terre
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Glace en provenance des pales des aérogénérateurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 25
Thème(s) : Risques accidentels, Systèmes de détection de la formation de glace
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Chaque aérogénérateur est équipé d'un système permettant de détecter ou de déduire la formation de glace sur les pales de l'aérogénérateur. [...]</p> <p>Lorsqu'un référentiel technique permettant de déterminer l'importance de glace formée nécessitant l'arrêt de l'aérogénérateur est reconnu par le ministre des installations classées, l'exploitant respecte les règles prévues par ce référentiel.</p> <p>Cet article n'est pas applicable aux installations pour lesquelles l'exploitant démontre, notamment sur la base de données météorologiques ou de caractéristiques techniques des aérogénérateurs, que l'installation n'est pas susceptible de générer un risque de projection de glace.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis les procédures relatives à la gestion du givre. Il est précisé que l'intégralité des éoliennes du parc sont équipées de capteurs de givre de marque VESTAS.</p> <p>La procédure décrit de manière détaillée le dispositif mis en œuvre, comprenant notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le programme de détection du givre ; • les modalités d'alerte en cas de conditions favorables ou avérées de givrage ; • le constat sur site de la présence ou de l'absence de givre, réalisé par le personnel ENGIE ou VESTAS ; • les conditions et modalités d'arrêt éventuel des éoliennes ; • les mesures relatives à la gestion du givre jusqu'au retour à une situation normale d'exploitation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Présence de glace et redémarrage des aérogénérateurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 25
Thème(s) : Risques accidentels, Procédure de redémarrage des aérogénérateurs
Prescription contrôlée : [...] L'exploitant définit une procédure de redémarrage de l'aérogénérateur en cas d'arrêt automatique lié à la présence de glace sur les pales permettant de prévenir la projection de glace. Cette procédure figure parmi les consignes de sécurité mentionnées à l'article 22. [...]
Constats : L'exploitant a transmis la procédure du 8 février 2022 élaborée par ENGIE Green et relative au redémarrage sécurisé des éoliennes en cas de détection ou de déduction de présence de glace sur les pales. Cette procédure précise les vérifications préalables à effectuer afin de garantir l'absence de givre et d'assurer un redémarrage des installations dans des conditions de sécurité satisfaisantes. Lors de la réunion, l'exploitant a par ailleurs indiqué qu'une caméra de surveillance a été installée le 8 novembre 2023 au niveau du poste de livraison par DETEXIAL Sécurité. Cette caméra, couvre l'ensemble du parc éolien et a pour objectif d'assurer un contrôle visuel complémentaire lors des phases de redémarrage des éoliennes à l'issue des périodes de givre. Le jour de l'inspection, la présence de cette caméra a été vérifiée sur site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17
Thème(s) : Risques accidentels, Vérifications périodiques
Prescription contrôlée : [...] Les installations électriques intérieures et les postes de livraison sont maintenus en bon état et sont contrôlés par un organisme compétent à fréquence annuelle après leur installation ou leur modification. L'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports de contrôle sont fixés par l'arrêté du 10 octobre 2000 susvisé. Les rapports de contrôle des installations électriques sont annexés au registre de maintenance visé à l'article 19.
Constats : L'exploitant a transmis les rapports datés du 12 septembre 2025 de vérification des installations électriques basse tension et réalisés pour chaque éolienne par SOCOTEC. Ces rapports ne font apparaître aucune observation, à l'exception des éclairages, qui n'ont pas pu être vérifiés pour des raisons d'inaccessibilité. Par ailleurs, selon l'exploitant, en l'absence de personnel habilité d'Engie Green accompagnant le contrôleur de SOCOTEC, la vérification des cellules haute tension a été limitée à un examen visuel

<p>extérieur. L'exploitant précise que la dernière vérification complète, incluant les installations basse et haute tension, a été réalisée en 2024. Le rapport de cette vérification n'a pu être présenté le jour de l'inspection.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant, sous deux mois :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de transmettre le rapport de 2024 de vérification de ses installations électriques - de procéder à une nouvelle vérification périodique de ses installations électriques, conformément à la réglementation. <p>L'absence d'action corrective et des justificatifs associés expose l'exploitant à des suites administratives de type mise en demeure.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 8 : Propreté à l'intérieur des aérogénérateurs

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16</p>
<p>Thème(s) : Autre, Etat à l'intérieur des aérogénérateurs</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre. L'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est interdit.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection, il a été constaté que le bas de l'intérieur des mâts des éoliennes E2 et E5 était propre et qu'aucun entreposage de matériaux combustibles ou inflammables n'y était effectué.</p> <p>En revanche, des traces d'huile ont été relevées dans la nacelle de l'éolienne E2. L'exploitant précise que ce phénomène, identifié et récurrent, est lié aux joints d'étanchéité du système hydraulique. Il indique que cette information est remontée au service maintenance afin de suivre et de traiter ce problème dans le cadre du plan de maintenance préventive.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant, sous six mois, de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - prendre les mesures correctives nécessaires pour supprimer les fuites d'huile des nacelles de ses machines - transmettre un plan de maintenance (actions à mener, échéancier, résultats des actions, mesures de l'efficacité des actions engagées, documents de traçabilité démontrant la mise en œuvre du

plan de maintenance, etc.) pour prévenir ces fuites d'huile récurrentes dans ses nacelles.
Type de suites proposées : Avec suite
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 9 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24
Thème(s) : Risques accidentels, Présence d'extincteurs dans les aérogénérateurs
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, composé a minima de deux extincteurs placés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Cette disposition ne s'applique pas aux aérogénérateurs ne disposant pas d'accès à l'intérieur du mât.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection, il a été constaté que l'éolienne E5, visitée au niveau du pied, ainsi que l'éolienne E2, visitée au pied et dans la nacelle, étaient équipées d'extincteurs visibles et accessibles. La vérification périodique de ces extincteurs, indiquée sur les étiquettes de contrôle, date de septembre 2025, attestant de leur mise à jour et de leur conformité aux exigences de sécurité.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Dispositions constructives

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le site dispose en permanence d'une voie d'accès carrossable au moins pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Cet accès est entretenu. Les abords de l'installation placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté.</p>
<p>Constats :</p> <p>Il a été constaté que :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les voies d'accès aux éoliennes étaient difficilement praticables en raison d'une météo pluvieuse, entraînant la formation de boue, et que cet état était particulièrement marqué

pour l'accès à l'éolienne E5

- les abords des éoliennes E2, E4 et E5 présentent un manque d'entretien, avec la présence importante de végétation, rendant les zones difficilement praticables pour le personnel et les services de secours et de maintenance en cas de nécessité.

Ces constats ne répondent pas à la prescription de l'article 7 de l'arrêté ministériel.

Par ailleurs, il a été constaté que des parcelles cultivées se trouvent à proximité immédiate des éoliennes, à environ 5 mètres du pied des installations. Une telle proximité ne permet pas de garantir l'intégrité des mâts en présence d'engins agricoles, notamment lors de manœuvres.



Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit, sous 3 mois :

- s'assurer que les voies d'accès aux éoliennes soient viables, en permanence, de manière à permettre l'intervention des services de maintenance et des engins de secours en cas de nécessité
- procéder à l'entretien régulier des abords des éoliennes afin de les maintenir en état de propreté et exempts de végétation
- aménager, au voisinage des aérogénérateurs, un périmètre de sécurité suffisant pour garantir que les éoliennes ne puissent pas être atteintes lors des manœuvres d'engins agricoles

Les actions correctives et leurs justificatifs sont transmis à l'inspection.

L'absence d'action corrective et des justificatifs associés expose l'exploitant à des suites administratives de type mise en demeure.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
Thème(s) : Risques accidentels, Avifaune
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord du Préfet, ce suivi doit débuter dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation afin d'assurer un suivi sur un cycle biologique complet et continu adapté aux enjeux avifaune et chiroptères susceptibles d'être présents. Dans le cas d'une dérogation accordée par le Préfet, le suivi doit débuter au plus tard dans les 24 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation.</p> <p>Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation.</p>
<p>Synthèse de la situation des chiroptères et de l'avifaune depuis la mise en service industrielle du parc éolien en 2017</p> <p>1 <u>Contexte et suivis réalisés</u></p> <p>Depuis la mise en service du parc éolien en 2017, deux campagnes de suivi environnementaux ont été réalisées par le bureau d'étude CERA Environnement afin d'évaluer l'impact des éoliennes sur l'avifaune et les chiroptères. Les résultats de la 1^{re} année (2017-2018) ont été publiés en décembre 2018, ceux de la 2^e année (2018-2019) en avril 2020.</p> <p>Par ailleurs, deux suivis spécifiques de l'activité des chiroptères à hauteur de nacelle ont été réalisés par CERA en 2019 puis 2020 (rapports d'étude publiés respectivement en avril 2020 et janvier 2021).</p> <p>2 <u>Principaux constats issus des suivis environnementaux</u></p> <p>2.1 Les résultats mettent en évidence une mortalité significative dès les premières années d'exploitation, supérieure à la moyenne observée sur les parcs éoliens de référence du Poitou-Charentes identifiés par CERA Environnement :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 43 cadavres recensés d'octobre 2017 à octobre 2019, dont : <ul style="list-style-type: none"> ◦ 26 oiseaux ◦ 17 chiroptères. <p>La mortalité annuelle corrigée (prise en compte de la détectabilité, de la persistance des cadavres et de l'effort de prospection) est estimée à :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 1^{re} année de suivi : <ul style="list-style-type: none"> ◦ 31 oiseaux ◦ 60 chiroptères • 2^e année de suivi : <ul style="list-style-type: none"> ◦ 27 oiseaux ◦ 11 chiroptères. <p>Ces niveaux de mortalité confirment un impact significatif du parc sur la faune volante.</p>

2.2 Éléments relatifs aux espèces protégées et sensibles

Les deux rapports de suivis environnementaux (période couverte 2017-2019) font état de la mortalité de **35 individus (cadavres) appartenant à des espèces protégées, dont 23 espèces présentant un statut de conservation défavorable ou menacé.**

Parmi les espèces concernées figurent notamment :

- Faucon crécerelle
- Martinet noir
- Alouette des champs
- Noctule commune
- Noctule de Leisler
- Pipistrelle commune
- Pipistrelle de Kuhl
- Pipistrelle de Nathusius.

Par ailleurs :

- **15 individus** appartiennent à des espèces reconnues comme **très sensibles** au risque de collision ou de barotraumatisme lié aux pales d'éoliennes
- le parc **ne dispose d'aucune dérogation** au titre de la réglementation relative aux espèces protégées.

Enfin, sur l'ensemble du parc :

- 26 cas de collisions mortelles ont été relevés au cours du premier suivi (de 2017 à 2018) dont l'Alouette des champs, l'épervier d'Europe, le Martinet noir, les Noctules commune et de Leisler et la Pipistrelle commune
- au cours du deuxième suivi (de 2018 à 2019), 10 espèces distinctes ont été retrouvées sous les différentes éoliennes du parc, comprenant 7 espèces d'oiseaux (le Faucon crécerelle, le Martinet noir, la Buse variable, etc.) et 3 espèces de chiroptères (Noctules et Pipistrelles).

En conclusion des deux années de suivi, le bureau d'études CERA Environnement indique que l'ensemble des éoliennes du parc a eu des incidences sur la faune volante. Les éoliennes E2 et E3 se sont révélées être les machines les plus impactantes. Seule l'éolienne E1 n'a pas fait l'objet de découverte de cadavre.

3 Mesures initiales et évolution du bridage e faveur des chiroptères

3.1 Bridage initial de l'éolienne E5

Avant même le lancement du premier suivi de la mortalité, l'exploitant avait mis en place un protocole de bridage nocturne de l'éolienne E5, fondé sur l'étude d'impact d'un parc éolien voisin situé à environ 15 km. Ce protocole reposait sur les paramètres suivants :

- Période de bridage :
 - du 28 mai au 15 octobre 2018
 - étendue à partir du 1er avril en 2019
- Conditions de déclenchement :
 - Vitesse du vent < 5,5 m/s
 - Température > 10 °C
- Plages horaires :
 - de 6 h à 8 h

- de 20 h à 23 h
- Absence de capteur de pluie à ce stade

3.2 Renforcement des mesures après la première année de suivi

À l'issue de la première année de suivi, compte-tenu des niveaux de mortalité constatés, les mesures de réduction ont été renforcées :

- mise en place d'un bridage sur l'éolienne E2
- renforcement du bridage existant sur E5

Les nouvelles modalités de bridage ont été définies comme suit :

Du 1^{er} avril au 31 juillet :

- Bridage de 30 minutes avant et 3 heures après le coucher du soleil
- Bridage de 2 heures avant et 30 minutes après le lever du soleil
- Vent < 6 m/s
- Température > 8 °C

Du 1^{er} août au 30 octobre :

- Bridage sur l'intégralité de la nuit
- Vent < 6 m/s
- Température > 8 °C

3.3 Recommandations postérieures à la deuxième année

À l'issue de la seconde année de suivi, le bureau d'études CERA Environnement a recommandé :

- la poursuite des mesures de bridage sur les éoliennes E2 et E5
- l'optimisation des seuils horaires, notamment par un calage plus précis des périodes de bridage sur les heures réelles de coucher et de lever du soleil.

4 Mesures en faveur de l'avifaune

Malgré une mortalité aviaire jugée significative, **aucune mesure spécifique de réduction du risque pour l'avifaune n'a été proposée par l'exploitant**. Celui-ci indique en effet que de telles actions ne sont pas nécessaires, celles-ci n'étant prévues ni dans l'étude d'impact environnemental (EIE) ni dans l'arrêté préfectoral (AP) encadrant l'exploitation du parc (voir courrier du 24 mars 2023).

Constats :

1) Lors de cette inspection, l'exploitant a indiqué, sur les suivis environnementaux que :

- malgré l'existence d'un risque de mortalité clairement caractérisé, aucun suivi de mortalité complémentaire n'a été engagé à l'issue de la deuxième campagne de suivi (2018-2019). L'exploitant avait précisé, dans un courrier adressé à l'inspection des installations classées en date du 24 mars 2023, que, en application de l'article 12 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011, le prochain suivi de mortalité est programmé en 2027, et ce malgré les niveaux de mortalité significatifs constatés lors des premières années d'exploitation, lesquels démontrent un impact significatif du parc sur l'avifaune et les chiroptères
- aucune modification ni aucun renforcement des mesures de bridage (chiroptères) appliquées aux éoliennes E2 et E5 n'ont été mis en œuvre depuis la mise en place des premières mesures correctives (2018, voir *supra*). Les conditions de bridage actuellement en

vigueur correspondent à celles définies à l'issue du premier rapport de suivi, sans évolution ni ajustement, et ce en dépit des recommandations formulées à l'issue de la deuxième année de suivi par CERA Environnement, visant notamment à optimiser les plages horaires du bridage

- aucune mesure spécifique de réduction de la mortalité de l'avifaune n'a été mise en place à ce jour. L'exploitant précise en effet avoir considéré, dans une réponse adressée à l'inspection des installations classées en date du 24 mars 2023, que de telles mesures n'étaient pas nécessaires, au motif qu'aucune exigence explicite en ce sens n'est prévue dans l'étude d'impact environnemental ainsi que dans l'arrêté préfectoral encadrant l'exploitation du parc.

2) La synthèse des deux suivis environnementaux donnée plus haut fait apparaître que le fonctionnement du parc porte atteinte aux espèces, en particulier les espèces protégées. Or, le parc ne dispose pas d'autorisation à pouvoir déroger à l'interdiction stricte (i.e. dès le premier individu) de destruction d'espèces protégées. Dès lors, la perte des individus des espèces protégées constitue une infraction à la réglementation et expose, *de facto*, l'exploitant à des sanctions de nature pénale.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

1) Compte tenu de la très forte mortalité provoquée par le fonctionnement du parc éolien sur la faune volante, et mise en évidence dans les deux premiers suivis environnementaux réalisés, il est demandé à l'exploitant de :

- renouveler, dès la prochaine période de nidification (2026), le suivi environnemental de l'activité et de la mortalité de la faune volante liées à la présence des aérogénérateurs
- proposer un ensemble de mesures d'évitement et de réduction telles qu'elles présentent des garanties d'effectivité qui permettent de diminuer le risque de destruction ou de perturbation des espèces de la faune volante, au point que ce risque apparaisse comme n'étant pas suffisamment caractérisé et permette un maintien, dans un état de conservation favorable, des populations des espèces concernées (cf. également les demandes ci-dessous).

2) Il est ainsi demandé à l'exploitant, pour les **chiroptères**, de :

- proposer et mettre en place, **sous 15 jours**, un nouveau plan de bridage, qui inclus les périodes d'hivernage (dès début mars et jusqu'à fin novembre)
- justifier, **sous 15 jours**, que ce nouveau plan de bridage est suffisant pour réduire le risque de destruction ou de perturbation des espèces au point que ce risque n'apparaisse plus comme suffisamment caractérisé pour présenter une menace sur les espèces
- proposer, **sous quatre mois**, des mesures de compensation des pertes de spécimens des différentes espèces.

3) Pour l'**avifaune**, il est demandé à l'exploitant, **sous quatre mois**, de :

- proposer des mesures de réduction de ces impacts et d'en évaluer l'impact résiduel
- proposer et mettre en place des mesures correctives, notamment pour les rapaces (mise

en place d'un système de détection de l'avifaune, bridage agricole...)

- justifier que ces mesures sont suffisantes pour réduire le risque de destruction ou de perturbation des espèces au point que ce risque n'apparaisse plus comme suffisamment caractérisé pour présenter une menace sur les espèces
- proposer des mesures de compensation des pertes de spécimens des différentes espèces.

4) Ces mesures doivent également intégrer un **dispositif de suivi** pour en évaluer leur efficacité et conduire, le cas échéant, à la mise en place de mesures supplémentaires pour garantir l'absence d'incidence négative importante sur le maintien de ces espèces.

L'absence d'actions correctives – de même que le constat que la mortalité marquée perdure sur le site y compris après mise en place de ces actions – exposent l'exploitant à des suites administratives de type mise en demeure, avec mesures conservatoires, i.e. un arrêt du fonctionnement du parc.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 15 jours et 4 mois